

Unité interdépartementale Drôme-Ardèche
Plateau de Lautagne
3 Avenue des Langories
26 000 VALENCE

Valence, le 28/07/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 25/04/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Société REVOL PORCELAINE

« Usine du bas »

3 rue Hector Revol

26240 Saint-Uze

Références : 20230726-RAP-DEAN0768

Code AIOT : 0006102730

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 25/04/2023 dans l'établissement REVOL PORCELAINE implanté 15 rue du battoir 26240 Saint-Uze. L'inspection a été annoncée le 03/04/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du programme pluriannuel de contrôle de la DREAL portant sur les installations classées pour la protection de l'environnement relevant du régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVOL PORCELAINE
- 15 rue du battoir 26240 Saint-Uze
- Code AIOT : 0006102730
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non IED

La société REVOL est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-1887 du 19/04/2007 à exploiter sur son site du Battoir sur la commune de St UZE, une installation de fabrication d'émail.

Les ateliers du site du Battoir regroupent la fabrication des pâtes et émaux qui alimentent le site principal, rue Hector REVOL où sont réalisés les articles en porcelaine.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- situation administrative,
- localisation des risques,
- état des matières stockées,
- eau / consommation et sécheresse,
- eau / autosurveillance des rejets,
- suivi des installations électriques,
- suivi des installations de protection foudre,
- gestion des déchets,
- bruit.

À noter que les points suivants, évoqués dans le courriel d'annonce de la visite, n'ont pas été abordés lors du contrôle : rejets air et installations de désenfumage.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Pour des faits engageant peu la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, une lettre de suites sera transmise avec une demande de mise en œuvre d'action corrective dans un délai donné. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Délais de réponse
2	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Lettre de suite	1 mois
3	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	Lettre de suite	1 mois
4	Eau / Sécheresse	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article s4.1.1 et 9.2.2	Lettre de suite	1 mois
6	Prévention du risque incendie – Suivi des installations électriques	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 7.2.3	Lettre de suite	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 1.2.1	Sans objet
5	Eau / Autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 4.3.8 et 9.2.3	Sans objet
7	Prévention du risque incendie – Suivi des installations foudre	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19	Sans objet
8	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9.2.4	Sans objet
9	Bruit : autosurveillance	Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection réalisée le 25 avril 2023 sur l'établissement REVOL situé rue du Battoir a permis de constater que les conditions d'exploitation du site sont globalement satisfaisantes et en amélioration par rapport à la dernière visite réalisée en 2012.

Certains écarts ont tout de même été relevés, dont certains avaient déjà fait l'objet d'observations lors de la dernière visite, concernant notamment l'état des installations électriques, l'inventaire et l'étiquetage des produits chimiques.

Le bâtiment de stockage des matières premières a été rénové. Les conditions de gestion et de stockage des boues sont en amélioration. Les boues font l'objet d'un recyclage dans la fabrication des pâtes (objectif de réutilisation de 100 % afin de réduire la production de déchets).

L'exploitant doit élaborer un plan de sobriété hydrique, à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, lui permettant de justifier d'une exemption des restrictions applicables en période de sécheresse (arrêté préfectoral cadre du 07/04/2023).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Situation administrative

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 1.2.1			
Thème(s) : Situation administrative, Rubriques de classement ICPE			
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet			
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 19/04/2007 « Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées			
Désignation et référence des installations	Volume des activités	Rubrique	Régime A, D, NC
Fabrication d'email. La quantité susceptible d'être fabriquée étant supérieure à 500 kg/j	15 t/j	2570-1	A
Broyage, concassage, ensachage, pulvérisation de produits minéraux naturels	40 kW < P / 200 kW P = puissance installée des machines fixes	2515-2	D
Installation de distribution de liquides inflammables	Débit équivalent ≈ 0,16 m³/h	1434-1	NC
Stockage de liquides inflammables.	Capacité équivalente = 0,6 m³	1432-2-b	NC
Installation de compression d'air	P = 37 kW	2920-2°	NC
A – Autorisation D – Déclaration NC – Non classé »			
Constats : L'exploitant n'a pas de modification à signaler sur les installations exploitées sur l'établissement relevant de la nomenclature des installations classées. Il précise toutefois concernant le seuil autorisé sous la rubrique 2570 (fabrication d'email), être autorisé pour une quantité de 15 t/j alors que la production <u>d'email</u> est plutôt de l'ordre de 3 t/j. Le seuil autorisé de 15 t/j tient compte de la fabrication des pâtes nécessaires à la confection des articles en porcelaine. L'exploitant se demande s'il serait utile d'ajuster le seuil autorisé. Néanmoins, cela serait sans conséquence sur l'activité ni le régime de l'autorisation (seuil de l'autorisation à 500 kg/j). Le cas échéant, l'exploitant a la possibilité de solliciter une réduction du seuil autorisé en transmettant un dossier de porter à connaissance avec tous les éléments d'appréciation nécessaires en application de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Le classement dans le dossier d'autorisation est basée sur la capacité maximale de fabrication des installations.			

Les installations de broyage / concassage font l'objet de modifications (rénovation), mais la puissance installée n'est globalement pas modifiée et reste inférieure à 200 kW.
Les installations de compression d'air ne sont plus classées (rubrique 2920 caduque).
Le site comporte toujours un poste de distribution et une petite cuve pour la distribution de carburants (2 x 1 000 l, sous rétention). Les installations ont été rénovées. Elles demeurent non classées (nouvelles rubriques 1435 et 4734). L'usage est interne pour les camions réalisant la navette entre les deux sites de la société.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Localisation et plan
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation Section VI : Dispositions générales de prévention des risques (Articles 45 à 69) Article 48 - Localisation des risques <i>« L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée.</i></p> <p><i>Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.</i></p> <p><i>La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent. »</i></p>
<p>Constats : L'exploitant n'a pas identifié les zones à risques d'incendie ou d'explosion sur son établissement avec une matérialisation et un plan tenu à jour.</p> <p><u>Non-conformité n°1 :</u> L'exploitant n'a pas matérialisé les zones à risque de l'établissement ni tenu à jour un plan de localisation de ces zones, contrairement aux dispositions prévues par l'article 48 de l'arrêté du 4 octobre 2010.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : État des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Disponibilité d'un inventaire
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation Section VI : Dispositions générales de prévention des risques (Articles 45 à 69)</p>

Article 49 - Etat des matières stockées.

« Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation.

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent.

Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires. »

Constats :

L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un inventaire des matières stockées. Les informations transmises par courriel après la visite sont partielles sur ce point.

Non-conformité n°2 : L'exploitant ne tient pas à jour un état des matières stockées (substances et mélanges dangereux d'une part et produits combustibles d'autres part), contrairement aux dispositions prévues par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010. L'exploitant doit pouvoir présenter à tout moment un inventaire précisant la nature et les quantités des produits stockés, avec le cas échéant les mentions de dangers. Pour de faibles quantités stockées (et de faibles prélèvements), il peut être acceptable d'avoir une information sur les quantités présentes avec une faible fréquence de mise à jour (mensuelle par exemple). L'information sera utilement complétée par les quantités maximales susceptibles d'être présentes par type de produits.

Lors de la visite, l'inspection a par ailleurs constaté que certains produits comportaient un étiquetage caduc depuis plusieurs années (avec des phrases de risques). L'exploitant indique que cela concerne des produits qui ne sont actuellement pas utilisés ou avec de très faibles prélèvements.

Les phrases de risque (« phrases R ») ont été remplacées par les mentions de dangers (« phrases H ») le 1^{er} juin 2015, avec l'évolution du système de classification et d'étiquetage des produits chimiques.

L'exploitant précise qu'il dispose des fiches de données de sécurité avant réception des produits. Néanmoins, ces fiches ne sont pas nécessairement à jour.

Non-conformité n°3 : L'exploitant doit maintenir un étiquetage à jour des produits détenus et utilisés et s'assurer qu'il dispose de la dernière mise à jour des fiches de données de sécurité de ces produits, conformément aux dispositions prévues par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 ainsi que par le règlement n°1907/2006 (Reach).

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Eau / Sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 4.1.1 et 9.2.2	
Thème(s) : Risques chroniques, Consommations et cadre sécheresse	
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet	
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 19/04/2007 Article 4.1.1 - Origine des approvisionnements en eau « Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes :	
Origine de la ressource	Consommation maximale annuelle
Nappe ou canal	1500 m³ [valeur corrigée]
Réseau public	Usage domestique
»	
Article 9.2.2 – Relevé des prélèvements d'eau « Les installations de prélèvement d'eau sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Les résultats sont enregistrés. »	
Arrêté interpréfectoral n°26-2023-04-07-00007 en date du 7 avril 2023 fixant en période de sécheresse, le cadre des mesures de gestion et de préservation de la ressource en eau dans les bassins versants de la Galaure et de la Drôme des collines. Article 10 : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement « Pour les activités classées au titre du Code de l'Environnement, Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE) et identifiées comme des préleveurs, les mesures d'alerte / restriction et de crise / interdiction de consommation d'eau et de rejets aqueux sont mises en œuvre par les dispositions identifiées en annexe 1 du présent arrêté sauf si des règlements individuels établissent des mesures de restriction spécifiques. En l'absence de disposition spécifique figurant à l'arrêté d'autorisation ICPE, les usages de l'eau qui ne sont pas directement liés au process industriel ou ne sont pas indispensables à l'activité de l'installation relèvent des dispositions générales du présent arrêté.»	
Extrait de l'annexe 1 – Exceptions aux mesures de restrictions : * Cas 1 : « La consommation annuelle de l'établissement est faible (< 1000 m³/an dans le milieu ou < 7 000 m³/an prélevé à partir du réseau AEP et milieu) », * Cas 2 : Dispositions spécifiques dans l'arrêté d'autorisation, * Cas 3 : « L'établissement peut démontrer que ses prélèvements en eau ont été réduits au minimum (mise en œuvre des techniques les plus économes du secteur d'activité, actions et investissements spécifiques, ...). Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées un document spécifique argumenté permettant de justifier qu'il relève de ce cadre particulier (Plan de Sobriété Hydrique) ».	
Constats : L'exploitant prélève jusqu'à 1 500 m³ d'eau dans le milieu (nappe), il ne rentre donc pas dans l'exemption prévue pour les petits consommateurs. L'exploitant a présenté les mesures prises visant à réduire notablement ses prélèvements d'eau de manière perenne, avec notamment un recyclage notable des eaux traitées et réutilisées pour le lavage, ainsi que la récupération d'une partie des eaux contenues dans les boues (filtre presse). Ces mesures doivent permettre à l'établissement de démontrer qu'il dispose des techniques les plus économes du secteur d'activité. Il convient néanmoins de les formaliser et d'en présenter le niveau de performance.	

<p>L'exploitant doit formaliser ses mesures dans un plan de sobriété hydrique, à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées. Un modèle de PSH est disponible sur le site Internet de la DREAL AURA (https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/secheresse-et-icpe-r5667.html).</p> <p>Lors de la visite, la situation de la ressource en eau pour le secteur concerné était au niveau ALERTE.</p> <p>Non-conformité n°4 : L'exploitant doit élaborer un plan de sobriété hydrique, à tenir à la disposition de l'inspection des installations classées, afin de justifier de l'exemption des restrictions applicables en période de sécheresse en application de l'arrêté préfectoral cadre du 07/04/2023.</p> <p>Observation n°1 : L'inspection rappelle que l'exploitant doit tenir un registre de prélèvement hebdomadaire à partir du niveau ALERTE.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Eau / Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, articles 4.3.8 et 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, Conformité des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 19/04/2007 Article 4.3.8 – Eaux industrielles « Les eaux de procédé et de nettoyage, seront recyclées dans toute la mesure du possible au niveau du site comme eau de nettoyage.</p> <p><i>S'il s'avère impossible de tout recycler alors les rejets se feront dans le canal rejoignant ensuite la Galaure.</i></p> <p><i>Les eaux résiduaires n'ayant pu être recyclées devront alors avoir subies avant rejet un traitement permettant de respecter les valeurs limites suivantes, contrôlées, sauf stipulation contraire de la norme, sur effluent brut non décanté et non filtré, sans dilution préalable ou mélange avec d'autres effluents :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - débit maxi: 4 m3/j - pH (NFT 90-008): compris entre 5,5 et 8,5 - DBO5 (NFT 90-703): 100 mg/l - DCO (NFT 90-101): 300 mg/l - MEST (NFT 90-105): 100 mg/l - Fer et composés: 5 mg/l - Cadmium: 0,2 mg/l - Cr et composés: 0,5 mg/l - Cr6 et composés: 0,1 mg/l - Cu et composés: 0,5 mg/l - Sn et composés: 2 mg/l - Ni et composés: 0,5 mg/l - Zn et composés: 2 mg/l - Hydrocarbures totaux: 10 mg/l <p><i>Le débit des eaux résiduaires rejetées sera mesuré et enregistré. »</i></p> <p>Article 9.2.3 – Surveillance des eaux résiduaires « Au moins une fois par an, les mesures sont effectuées par un organisme choisi en accord avec l'inspection des installations classées et portent sur tous les éléments visés aux articles 4.3.7 et 4.3.8 du présent arrêté.</p>

<p>Pour le contrôle des éléments visés à l'article 4.3.8, l'analyse doit être réalisée sur un échantillon moyen représentatif 24 heures de l'activité.</p> <p>Le recyclage complet des eaux résiduaires exempté du contrôle des éléments visés à l'article 4.3.8. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures réalisées sur les rejets aqueux dans le cadre de son autosurveillance (une fois par an).</p> <p>Les résultats sont conformes aux valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 6 : Prévention du risque incendie – Suivi des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 7.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations électriques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté préfectoral du 19/04/2007</p> <p>Article 7.2.3 - Installations électriques – mise à la terre</p> <p>« Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les déficiences relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises. »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle périodique des installations électriques, contrôle réalisé par l'organisme APAVE le 05/12/2022 (rapport du 19/12), comportant une déclaration Q18.</p> <p>L'inspection a relevé la mention de nombreux écarts, avec une majorité d'écarts de plus d'un an.</p> <p>Un écart est mentionné dans le rapport Q18 avec un risque incendie qui ne peut être écarté.</p> <p>L'inspection considère que le nombre d'observations est à un niveau trop élevé et que l'écart relevé sur le rapport Q18 doit être levé dans les meilleurs délais.</p> <p>Non-conformité n°5 : Les installations électriques ne sont pas entretenues de manière à prévenir suffisamment tout feu d'origine électrique, contrairement aux dispositions prévues par l'article 7.2.3 de l'arrêté préfectoral du 19/04/2007. L'exploitant justifie sous 1 mois de la levée de l'écart mentionné dans le rapport Q18 et présente un plan d'actions visant à lever dans les meilleurs délais – sans dépasser 12 mois – l'ensemble des autres observations.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Lettre de suite</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 7 : Prévention du risque incendie – Suivi des installations foudre

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18 et 19
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des installations de protection foudre
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Arrêté du 4 octobre 2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation</p> <p>SECTION III : DISPOSITIONS RELATIVES A LA PROTECTION CONTRE LA FOUDRE (Articles 16 à 23)</p> <p>Article 18</p> <p>« Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée.</p> <p><i>L'analyse des risques foudre est basée sur une évaluation des risques et a pour objet d'évaluer le risque lié à l'impact de la foudre. Elle définit les niveaux de protection nécessaires aux installations.</i></p> <p><i>La réalisation de l'analyse conformément à la norme NF EN 62305-2 dans sa version en vigueur à la date de réalisation, permet de répondre à ces exigences. Pour les analyses réalisées avant le 1er septembre 2022, la réalisation conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006 permet également de répondre à ces exigences.</i></p> <p><i>Cette analyse est systématiquement mise à jour à l'occasion de modifications substantielles au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement et à chaque révision de l'étude de dangers ou pour toute modification des installations qui peut avoir des répercussions sur les données d'entrées de l'ARF.</i></p> <p><i>Conformément aux dispositions de l'article 37, cette analyse prend également en compte, le cas échéant, l'unité de production photovoltaïque. »</i></p> <p>Article 19</p> <p>« En fonction des résultats de l'analyse du risque foudre, une étude technique est réalisée, par un organisme compétent, définissant précisément les mesures de prévention et les dispositifs de protection, le lieu de leur implantation ainsi que les modalités de leur vérification et de leur maintenance.</p> <p>(...). »</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté une analyse du risque foudre pour le site du Battoir dont le rapport est daté du 29/01/2020. L'organisme est l'APAVE (agence de Tassin).</p> <p>Selon les conclusions de l'ARF, aucune protection n'est nécessaire sur l'établissement, la réalisation de l'étude technique foudre n'est donc pas non plus obligatoire.</p> <p>Le point de contrôle est donc sans objet. L'exploitant doit tout de même s'assurer en lien avec le suivi des installations électriques de la mise à la terre des équipements métalliques.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, Registre déchets
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 19/04/2007 Article 9.2.4 – Auto- surveillance des déchets <i>« L'exploitant établit un tableau annuel récapitulatif des déchets produits et de leur mode d'élimination. Ce tableau est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté le registre de suivi des déchets produits et éliminés par l'établissement. Les déchets produits par l'établissement sont essentiellement non-dangereux. Le registre est composé par différents fichiers suivant l'installation de destination et le transporteur. Les supports étant différents, l'exploitant doit toutefois s'assurer de la complétude des informations disponibles. L'exploitant doit aussi s'assurer d'être en mesure de dissocier le suivi des déchets de l'établissement du Battoir par rapport à celui de l'usine de fabrication (rue Hector Revol). Ceci n'est pas contradictoire avec l'existence d'un fichier commun. Observation n°2: L'inspection invite l'exploitant à s'assurer que son registre comporte effectivement les informations fixées par l'arrêté du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets. Au regard des éléments présentés, l'installation n'apparaît pas soumise à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets (arrêté ministériel du 31/01/2009).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Bruit : autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/04/2007, article 9.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des niveaux sonores
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Arrêté préfectoral du 19/04/2007 Article 9.2.5 – Auto-surveillance des niveaux sonores <i>« Une mesure de la situation acoustique sera effectuée tous les 3 ans, dont une première fois dans les 6 mois suivant la délivrance de l'arrêté, par un organisme ou une personne qualifiée dont le choix sera communiqué préalablement à l'inspection des installations classées. Les points de contrôle sont situés dans les zones à émergence réglementée se trouvant dans le proche voisinage de l'établissement. Les résultats des mesures sont transmis dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration. »</i>
Constats : L'exploitant a présenté le dernier rapport de contrôle des niveaux sonores concernant l'établissement (rapport APAVE du 30/12/2022).

Selon les résultats des mesures et la conclusion du rapport, aucun écart n'est à signaler en limite de propriété du site (respect des valeurs limites fixées 6.2.2).

Pour un point de mesure à l'Est du site (période de jour), la valeur limite de l'arrêté préfectoral est dépassée (56,5 dB contre 52 dB), mais le rapport précise que le niveau sonore est essentiellement impacté par les bruits provenant de la circulation extérieure (la limite Est est éloignée des installations).

Les valeurs limites fixées dans l'arrêté préfectoral, plus sévères que les valeurs limites fixées par l'arrêté ministériel du 23/01/1997, doivent théoriquement permettre de respecter les niveaux d'émergence aux niveaux des zones à émergence réglementée (ZER). Toutefois, les niveaux d'émergence doivent toujours faire l'objet d'une surveillance, ce qui n'a pas été fait en 2022 (**non-conformité**).

Par rapport à l'arrêté préfectoral de 2007, il est possible que le niveau de bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement) ait augmenté. Les valeurs limites fixées par l'arrêté préfectoral pourraient alors faire l'objet d'une révision par cohérence, sans dépasser les valeurs fixées par l'arrêté du 23/01/1997 (70 dB de jour et 60 dB de nuit).

Le respect des niveaux d'émergence étant le critère prépondérant en matière de nuisance, l'inspection considère que la modification des valeurs limites fixées par l'arrêté en limite de propriété n'apparaît pas essentiel.

En l'absence de problématique de voisinage soulevée lors de la visite, il est proposé de ne pas solliciter un nouveau rapport de mesure en 2023, mais d'attendre le prochain rapport qui devra traiter des mesures en ZER (mesures à effectuer tous les 3 ans).

Observation n°3 : Le prochain rapport de contrôle des niveaux sonores (2025) devra intégrer un contrôle du respect des valeurs limites d'émergence au niveau des zones à émergence réglementée (ZER). En cas de problématique de voisinage (plainte), un nouveau contrôle devra être programmé sans délai.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Sans objet